

UNION LOCALE
DES SYNDICATS CGT

DE BOURGES



5, Boulevard Clémenceau
18000 BOURGES

Tél. : 02.48.65.36.25

Fax : 02.48.65.50.27

Email : cgt.ul.bourges@wanadoo.fr

Site : <http://www.ud18.cgt.fr>

Sarkozy, Fillon et Lepeltier

à Bourges le 07 octobre 2004

Au palais d'Auron.

L'Union Locale CGT de Bourges appelle à un

Rassemblement

le JEUDI 7 OCTOBRE

à 18 h 00

Parking boulevard d'Auron

(Entre le pont d'Auron et le Palais d'Auron)

Emploi

Alors que le niveau de l'emploi continue de se dégrader, que le taux de chômage atteint les 10% de la population active ;

L'Etat poursuit sa politique de casse de l'emploi dans la fonction publique et les sociétés nationales !

Au travers des sociétés nationales GIAT et MBDA, en rajoute en programmant des suppressions d'emplois drastiques !

Le projet de budget 2005 consacre la suppression de plus de 7000 postes dans la fonction publique.

Les conséquences pour notre département, qui a perdu plus de 30% de ses emplois industriels en 15 ans, risquent d'être dramatiques.

Déjà fortement touché par les restructurations des secteurs, de la défense et de l'automobile, c'est maintenant le réseau de sous traitants et le commerce qui entrent dans la tourmente.

L'Etat poursuit sa politique, d'exonérations de cotisations sociales, de baisses d'impôts, et de subventions pour le patronat !

Les fonds attribués aux entreprises sous forme de **baisses des prélèvements fiscaux ou d'exonération de cotisations**, n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité en termes d'emplois, ni en quantité, ni en qualité.

Ils permettent par contre de peser sur les rémunérations, en donnant la prime aux bas salaires, de justifier les déficits de l'assurance maladie, des caisses de retraite et d'instaurer le principe que le travail serait un coût !

Les subventions publiques, versées aux entreprises par l'Etat et les collectivités locales, sont également loin de démontrer leur efficacité sinon à mettre en compétition les territoires. A partir du moment où trop peu de moyens sont mis en place pour contrôler l'utilisation de ces fonds publics, évaluer leur efficacité et vérifier la conformité de leur usage.

Ce dont l'emploi a besoin, ce n'est pas, des pôles de compétitivité, comme le défend le Gouvernement, mais d'une alternative stratégique globale de développement économique industriel et sociale.

Décentralisation

Par un coup de force, le Gouvernement Raffarin a fait passer la loi sur la décentralisation.

Cette loi dite de « décentralisation » vise à délester les budgets nationaux pour les faire prendre en charge par les collectivités territoriales.

Après le financement du RMI, l'entretien des routes, les fonctionnaires TOS des collèges, ainsi que l'action sociale en faveur des personnes handicapées et des personnes âgées seront à la charge des départements.

Le gouvernement transfère donc la règle des 3% de déficit sur la fiscalité locale !

Pour l'éducation nationale, dans le Cher, c'est concrètement le transfert de 215 T.O.S. pour une masse salariale de 6,5 millions et un reversement de l'Etat non défini à ce jour ! (Certaines annonces feraient état de 4 millions...)

La CGT réaffirme son opposition à cette loi qui aura pour conséquences de, remettre en cause la notion d'égalité d'accès aux services publics et d'alourdir la charge financière des familles.

Oui d'autres choix sont possibles !

Le JEUDI 07 OCTOBRE à 18 h 00,

Venez exprimer vos revendications et besoins aux Ministres du Gouvernement Raffarin, Pour :

- Ü *Une autre politique de l'emploi*
- Ü *Une fiscalité plus juste*
- Ü *Des services publics répondant à vos besoins*
- Ü *Plus de démocratie*